

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater **les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.**

Concernant **les dépenses d'investissement**, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur **le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.**

Le Maire est également en droit de mandater **les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette** venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « pour **les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme**, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au **tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent** ».

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
930	Services généraux	66 411 874	66 411 874
931	Sécurité et salubrité publique	13 200 211	13 200 211
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	72 897 177	72 897 177
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	39 142 681	39 142 681
934	Santé et action sociale	43 289 815	43 289 815
935	Aménagement des territoires et habitat	17 959 219	17 959 219
936	Action économique	8 077 766	8 077 766
937	Environnement	1 813 700	1 813 700
938	Transports	3 724 500	3 724 500
940	Impositions directes	34 273 300	34 273 300
943	Opérations financières	5 055 845	5 055 845
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	260 000	260 000
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 140 000	2 140 000
Total		308 246 088	308 246 088

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2019		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2020
900	Services généraux	hors AP	9 372 467	2 343 117		5 232 195
		en AP	8 667 236		2 889 079	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	824 575	206 144		351 612
		en AP	436 406		145 469	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	14 171 095	3 542 774		13 322 121
		en AP	29 338 041		9 779 347	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	5 937 872	1 484 468		3 929 610
		en AP	7 335 427		2 445 142	
904	Santé et action sociale	hors AP	1 497 355	374 339		790 486
		en AP	1 248 441		416 147	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	27 072 977	6 768 244		12 398 101
		en AP	16 889 569		5 629 856	
906	Action économique	hors AP	741 050	185 262		895 868
		en AP	2 131 817		710 606	

907	Environnement	hors AP	290 567	72 642		72 642
921	Taxes non affectées	hors AP	715 000	178 750		178 750
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	61 458 874	50 988 874		50 988 874
Total			188 128 769	66 144 614	22 015 645	88 160 259

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-112166-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.